L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : Rue de Chartres, No 73. NOUVELLE-ORLEANS, JEUDI MATIN, 30 OCTOBRE 1873. 47me Année.

DUFOUR & LIMET, PROPRIETAIRES-EDITEURS.

NOUVELLE-ORLEANS.

JEUDI 30 OCTOBRE.

VENTES A L'ENCAN DE CE JOUR.

Pour les détails, voir aux annonces.

Par E. Roger & Co., dans leurs salles d'encan aux Nos 61 et 67 de la rue Decatur (ancienne avenue Vieille-Levée) —Bottes, souliers et brodequins.

Par Eugène Tourné, sur la Levée, au pied de la rue Ursulines, — Vermicelli, macaroni, pâtes d'Italie, vin rouge, etc.

Par S. Guinault, rue des Ursulines, entre Royale et Chartres,—Meubles.

Par D. E. Morphy, aux Nos 108 et 110 rue des Marsouins.—Porcelaine, lavate, etc.

Par Hoffman, Martz & Co., aux Nos 37 et 39 rue de Chartres.—Linge fait de clientèle, lingerie de monsieur, chapeaux, casquettes, sacs et malles.

SPECTACLES.

Jeudi, 30 Octobre 1873.

ACADEMIE. — Hasard, drame.

Autres Arguments contre la Dette de Ville.

Toutes les dettes de la ville ont augmenté depuis dix ans; toutes les taxes de la ville ont augmenté depuis dix ans et tous les revenus de la ville ont baissé depuis ce temps. Les revenus qui ont laissé des deux tiers peuvent-ils soutenir un total de dette qui a plus que doublé? Evidemment non. On a eu vain plus que doublé la taxe, elle rendit toujours moins. Pour l'année 1872, elle n'a pas rendu plus que lorsqu'elle était limitée, à moins de pouvoirs exécutés contre les contribuables. Il y a des quatre ou cinq millions de taxe qui sont dus, et pour tirer quelque chose de cet immense arriéré, le Conseil de ville a fait une ordonnance terrible, laquelle ordonnance ne prouve qu'une chose, c'est que les contribuables ne peuvent plus payer. Si encore ces contribuables se livraient au luxe et employaient leurs revenus à acheter des immobilités au lieu de se libérer de leurs redevances municipales en les acquittant, on pourrait dire, tant pis pour eux! ils font ce qu'ils ne devraient pas faire et ils le payeront de leur ruine.". Mais l'état ne se trouve le commerce prouve assez que les contribuables ne font pas de folies et qu'ils ont dit adieu au luxe pour longtemps.

L'ordonnance qu'on met en vigueur en ce moment peut donc être considérée comme une ordonnance d'expropriation générale, attendu que ceux même qui ont payé les taxes de cette année ne pourront certainement pas payer celles de l'année prochaine. Il arrivera que tout sera mis à l'encan et que toute valeur d'immeuble sera donnée pour rien. Mais si toutes ces valeurs sont données pour rien, que deviendra l'assessement? A quel chiffre tombera-t-il? Il est encore tout abnormément aujourd'hui à 130 millions; mais quand nous aurons ces valeurs il faudra substituer les prix nouveaux d'encan, l'assessement ne sera pas de 40 millions. Or cet-ce avec un capital de 40 millions qu'on pourra faire face au service de la dette, à celui des dépenses courantes, et à l'exercice de deux budgets que la ville ne contrôle pas: le budget des écoles publiques et le budget de la police?

La direction des écoles publiques compte tirer de la ville pour le soutien de ce département une somme de $388,100 en 1874. Encore n'est pas compris dans cette estimation un montant de $25,000 pour les réparations à faire aux maisons d'école, ces réparations étant à la charge de la ville et devant faire partie du budget de ses dépenses courantes. Il faudra donc que la ville paye en 1874, si nous ajoutons ces frais au budget général de l'Instruction publique à la Nile-Orléans, une somme totale de $406,000. Ainsi sulieu de faire des économies, nous augmentons nos frais dans un moment où nos revenus sont si bas qu'ils ne comptent presque plus; car, notons le bien, ce ne sont plus des revenus que les dépenses publiques prennent, ce sont des capitaux, ces dépenses absorbant le revenu et le fondant tout à la fois.

Et cela se tolère avec sang-froid, et cela se vote de la même manière par des autorités, composées on ne sait de qui, mais certainement peu soucieuses des intérêts de la cité, (nous parlons du Bureau d'école) soit parce qu'elles n'en partagent pas les charges, soit parce qu'elles ont des intérêts de parti à servir et à favoriser.

Maintenant la question est celle-ci: comme il est à peu près certain qu'il faudra se propriet 4000 personnes ou familles pour soutenir les écoles publiques pendant l'année 1874, au prix de $406,000, vaut-il mieux se résoudre à ces appropriations forcées que de suspendre les écoles jusqu'au moment où les choses, rétablies dans leur état normal, seront administrées avec convenance et économie?

Est-ce que la sécurité de ces 4,000 personnes ou familles n'est pas plus précieuse que l'instruction donnée à 12,000 bambins, dont la plupart n'en profitent pas et dont une grande majorité pourrait, du reste, fort bien se faire édnquer aux frais de leurs parents? Ne serait-il pas plus humain et plus libéral d'abandonner l'usage des maisons d'école aux institutrices et aux professeurs agrégés de la faculté, en leur donnant le droit d'exiger un salaire de leurs élèves, que de ruiner 4,000 familles dans un intérêt seul de bureau et de parti?

Il n'y a pas un homme sensé qui ne soit de cet avis? Il n'y a pas un citoyen honnête qui ne soit prêt à adopter à l'instant l'expédient que nous suggérons. De toutes les taxes, la taxe des écoles publiques est la plus odieuse, parce qu'elle porte indistinctement surtout le monde, quand la moitié de ce monde et peut-être même les trois quarts n'en tirent aucun avantage. Cette taxe est devenue une taxe de parti, voilà tout.

$406,000 pour l'année prochaine! Si la ville les paye, elle mérite d'être ruinée.

Nous devons parler maintenant d'une autre taxe qui contribue chaque année à augmenter lourdement le fardeau des charges publiques, c'est la taxe de la police. Le Conseil de ville avait demandé une réduction sur le budget de ce département et comptait qu'il pourrait être réduit à $500,000. On lui a répondu par une réduction de 95,000. En sorte que ce budget reste fixé par le Bureau métropolitain à $718,398 pour la Nouvelle-Orléans seule Ces deux budgets forment donc un total de 1,120,000 en chiffres ronds. Si nous ajoutons deux millions pour l'intérêt des dettes, nous n'avons presque plus rien pour les dépenses courantes d'entretien et les frais d'administration.

Il faut de toute nécessité si l'on veut maintenir les deux budgets qui font le sujet de cet article, ou renoncer au payement de l'intérêt d'une forte partie de la dette, ce qui revient à l'abolition de cette partie comme obligation, ou prendre la résolution odieuse de poursuivre à outrance les contribuables fonciers. Ce parti serait odieux et stupide à la fois, car il perdrait tout le monde, même les créanciers, en faisant tomber à néant toutes les propriétés urbaines. En ce dernier cas les créanciers honnêtes de l'ancienne municipalité perdraient comme les créanciers de date radicale, ce qui serait injuste, puisque les droits des premiers sont réputés légitimes. L'alternative est forcée; ou une expropriation générale, ou une répudiation partielle qui n'atteindrait que les titres de mois frandnleux. Qu'on choisisse!

Les actionnaires de la New Orleans National Banking Association sont invités, ainsi que les déposants, à se réunir, ce soir, à 8 heures, au local même de la banque, en premier. Ils devront délibérer sur des questions d'une grave importance, et sera conséquemment ont intérêt à assister à l'assemblée. On nous assure que les divergences de vues qui existaient récemment parmi quelques actionnaires n'existent plus et qu'ils sont maintenant tous d'accord.

ÉLECTION DE DÉLÉGUÉS.

Lundi soir, 3 novembre, il y aura dans la salle de la rue du Canal 205, une réunion des citoyens du Quatrième Ward, pour élire des délégués à la Convention générale. Le gouverneur McEnery haranguera la meeting. Nous n'avons pas besoin d'insister sur l'importance de cette affaire; la Convention dont il s'agit est une nécessité. Il faut fournir au Congrès une nouvelle preuve de la détermination de l'Etat à faire valoir son droit de souveraineté électorale.

Le Congrès s'y attend. Si nous négligions notre cause, il pourrait y voir une reconnaissance volontaire aux titres légaux que nous avons invoqués devant le Sénat; il pourrait même y voir l'aveu des fraudes dont le parti fusionniste a été accusé, et la reconnaissance par lui de la légitimité des titres du parti opposé. Ce serait pour nous une honte, après tout ce que nous avons fait déjà. La Congrès est notre dernier recours; nous avons à lui soumettre la question des élections de la Louisiane, avec d'autant plus de confiance et d'ardeur qu'elle n'a été décidée que provisoirement contre nous, par l'intervention des baïonnettes fédérales. Le droit a été réservé, [illegible] et depuis épreuve, [illegible] séparer sans hésitation et sans crainte, les élections de l'Ohio et de l'Iowa nous prêtant une force morale qui nous avait manqué jusqu'ici.

ACADÉMIE DE MUSIQUE. — Le drame, *Hasard*, dans lequel est débuté M. Frank Hussey et Mlle Blanche Clifton, a été joué une troisième fois, hier soir, et a attiré autant de monde qu'aux deux représentations précédentes.

M. Hussey, dans les rôles de "Tatwell" et de "Jubilee Jake", a changé de costume plusieurs fois avec une promptitude et une adresse étonnantes. Mlle Clifton a chanté plusieurs morceaux avec beaucoup d'expression. Elle possède une voix fraîche et sympathique qu'elle module avec une facilité peu ordinaire.

Un bénéfice sera donné à Mlle Harrison, demain soir. La bénéficiaire a choisi pour cette occasion la pièce intitulée: *The Boy Detective*, pièce dans laquelle elle a obtenu beaucoup de succès.

LA TOUSSAINT.—Nos amis de la Société de Bienfaisance Espagnole, tous en rendant, selon leur usage, un hommage pieux aux morts au cimetière St. Louis, ont eu la bonne de la société, n'oubliant pas les besoins des vivants. Leur vénérable secrétaire, M. Joaquin Vioca, se trouvera, comme de coutume, à la porte du cimetière le jour de la Toussaint, prêt à recevoir pour les orphelins pauvres et souffrants, du Troisième District, tout ce que la généreuse et charitable population de la Nouvelle-Orléans voudra bien donner. Les membres de la société espèrent qu'en cette occasion comme par le passé, depuis 1836, leur demande de secours ne sera pas faite en vain. Toute offrande, quelque modeste qu'elle soit, sera reçue avec reconnaissance.

CHRONIQUE DE LA VILLE.

L'EXPÉDITION DES MÉTROPOLITAINS DANS LA PAROISSE GRANT.

SEPT CITOYENS ARRÊTÉS PAR LES SBIRES DE BAINGER.

Depuis le départ de la *concubine* de Kellogg pour la Rivière Rouge nous étions dans l'ignorance relativement aux faits et gestes des cent-cinquante braves métropolitains qui font partie de l'expédition.

Le capitaine Geo. Hamilton, commandant le bateau à vapeur "Garry Owen," arrivé avant hier soir, a bien voulu renseigner la presse à cet égard.

Comme nous l'avions prévu, l'*Ouest*, après trois jours de voyage, a débarqué devant la petite ville de Colfax. l'armée d'invasion, commandée par le grand général De Kiryan.

Les guerriers de Son Excellence africaine Antoine, ayant vu que l'*ennemi* ne faisait pas mine de leur opposer aucune résistance, ont fait une entrée triomphale et ont pris possession de la ville. — Ils avaient en cependant la précaution de se faire accompagner par une compagnie d'infanterie de l'armée régulière des Etats-Unis; afin que s'il eut pût aux citoyens de la paroisse Grant de leur infliger une petite correction, ce dont ils ont tant besoin; — ils eussent pu se cacher derrière les baïonnettes fédérales et se mettre à l'abri de tout danger.

Les métropolitains ont fait plusieurs excursions dans le voisinage et pris sept prisonniers: MM. John Hadnot, W. J. Cruikshank, Wm. Urwin, D. Lemonier, F. Lemonier, A. P. Gibson et un autre dont nous ignorons le nom.

Ces citoyens n'ont commis d'autre crime que celui de s'être défendus quand ils ont été attaqués. On les force d'abandonner leurs récoltes de coton dans les champs; on les arrache à leur famille, pour les traîner devant des tribunaux qui ne leur accorderont pas même un semblant de justice.

Les misérables qui prétendent nous gouverner par la force et par la fraude, ne se doutent peut-être pas du terrible châtiment que le peuple leur réserve un jour.

B. P. BLANCHARD EN AVANT.

Chacun pensait que l'Incarnate louisianais, B. Farjare Blanchard,—qui prétend avoir tenu l'Est pour Warmoth et qui, maintenant, trahit Warmoth pour Kellog.—avait disparu à tout jamais, après la pénible correction que le capitaine Brown s'était vu forcé de lui administrer en pleine rue du Canal; il y a de cela trois semaines à peu près.

On avait lieu de croire que se sachant mis à l'index par toute notre population, il aurait assez de pudeur, sinon pour se pendre à la branche d'un arbre quelconque, mais du moins pour aller cacher sa honte dans quelque lieu bien retiré.

Il est loin d'en être ainsi, cependant; — M. Blanchard ne veut pas végéter à l'ombre; mais, au contraire, il cherche la notoriété et il a l'audace de se promener en plein jour dans les rues de la Nouvelle-Orléans.

Il y a quelques jours, une foule indignée poursuivait de ses huées et de ses menaces cet assassin des époux Burgess, deux villes créatures qui ont abusé de la faiblesse d'une enfant sans défense pour lui faire subir les plus horribles tortures.

Cette foule parlait de faire justice sommaire de ses misérables, et toute la ville ne s'occupait plus que de cette affaire.

Le crime qu'a commis Blanchard nous semble pourtant plus monstrueux et plus hideux encore! D'où vient donc que cet homme, qui s'est parjuré sciemment et qu'le reconnait lui-même, soit encore en liberté et puisse coudoyer les honnêtes gens, sans crainte d'être molesté?

Nous nous demandons également ce que fait le grand jury de la paroisse d'Orléans.

Comment, B. P. Blanchard, ex-enregistreur général sous le régime de Warmoth, déclare positivement, pardevant témoins, qu'il a fait un faux serment lorsqu'il a juré, il y a huit ou neuf mois, que les retours d'élection compilés par le parti de la fusion,—les seuls véritables.—étaient parfaitement correcte; et, il ne se trouvera pas un seul citoyen pour faire arrêter le coupable, quand il ne s'agit que d'un simple affidavit à faire!

Si tel est le cas, on pourra donc désormais commettre tous les crimes avec impunité dans notre malheureuse Louisiane, sans souci d'une juste punition.

Il n'y aurait alors qu'une seule ressource:—la loi de Lynch;—car, sans cela, la société s'anéantirait plus, et les honnêtes gens seraient dévorés par les assassins, les filous et les chevaliers d'industrie des quatre coins des Etats-Unis.

Espérons toutefois que les tribunaux feront encore leur devoir, et que cette mesure suprême ne sera pas encore forcément adoptée.

LIGNE DES CHARS DE LA RUE ROYALE.

Nous avons remarqué hier que centaine de travailleurs, occupés à poser les rails qui doivent relier le chemin de fer de la rue Bourbon à celui de la rue Carondelet. On doit également poser des rails autour de la statue de Clay pour relier le chemin de fer de la rue Royale à celui de la rue St. Charles.

On pense que cette ligne pourra entrer en opération dans trois semaines au plus tard.

La compagnie a reçu déjà deux des nouveaux chars.

On attend des rails en acier pour pouvoir former la courbe autour de la statue de Clay.

Trois jours nous séparent de la Toussaint, cette touchante fête des simetières. Déjà les familles se préoccupent de soin pieux d'orner de guirlandes et de fleurs les tombes où dorment du sommeil éternel des parents bien aimés que la mort nous a ravis.

C'est le jour de la prière et de la charité chrétienne; aussi, plusieurs de nos sociétés de bienfaisance se proposent d'organiser des quêtes à la porte des simetières.

Nous devons signaler, entr'autres, la Société Lusitane Portugaise.

COUR CRIMINELLE.

Procès de Sam Williams.

Sam Williams, accusé du meurtre du jeune Henri Armant, a comparu, hier matin, devant le juge Abell. Son avocat, M. C. H. Lassenberg, a fait enregistrer une motion, dans laquelle il déclare que le grand jury actuel de la paroisse d'Orléans, qui a décrété la mise en accusation de son client, n'a pas été légalement constitué.

M. Lassenberg prétend que le shérif de la Cour criminelle n'a pas fourni une liste complète de tous les électeurs de la Nouvelle-Orléans pour composer le grand jury. Il prétend en outre, que le nom de M. Pio et celui de F. B. Hernandez n'ont jamais été déposés dans la boîte de scrutin par le shérif Patton, lorsqu'on a tiré au sort les noms des jurés actuels. Le grand jury actuel a donc été composé en violation directe de la loi, d'après M. Lassenberg; et il existe ce prétexte pour demander que l'ordre de mise en accusation lancé contre son client, soit annulé.

Si tel était véritablement le cas, les jugements rendus dans toutes les affaires soumises depuis la mois de décembre dernier, devraient être considérés comme non avenus.

Il nous semble que M. Lassenberg a découvert bien tard que le jury était illégalement constitué.

Le procès de Sam Williams excitera presque autant l'intérêt de notre population que celui des époux Burgess.

Le jeune Armant, qui avait droit à l'estime et à la considération de tous, a été poignardé lâchement et de sangfroid. Il faut donc que justice se fasse!

UNE AFFAIRE MYSTÉRIEUSE.

Un suicide ou un meurtre.

Hier après-midi, vers cinq heures, nous avons appris qu'un homme du nom de J. Nelson, âgé de soixante-cinq ans, demeurant au N. 630 de la rue Gravier, avait voulu se suicider, en se tirant un coup de pistolet à la tête.

Immédiatement, un de nos reporters s'est mis en quête de renseignements.

Il se rendit d'abord à la station de police du premier district. Il n'en que l'on avait arrêté un homme du nom de A. C. Billings, lorsqu'il s'avait attenté à la vie du dit Nelson. Notre reporter a demandé aussitôt l'autorisation d'aller rendre une visite à celui-ci dans son cachot et l'a obtenue sans difficulté.

Billings est âgé de 25 ans à peu-près. Il a été employé par Nelson comme comanis; mais, à la suite d'un malentendu, il s'était séparé de celui-ci.

Il déclare qu'à son avis Nelson a voulu se suicider, et qu'il y a déjà quelque temps qu'il a cette intention. Il n'était pas présent quand Nelson s'est tiré le coup de pistolet.

C'est une femme qui l'a appelé, en lui disant que Nelson se mourait, et à cet ordre il s'est empressé d'aller à son secours.

Une jeune femme, nommée Sophia Linfors, âgée de 23 ans, qui demeurait dans la même maison que Nelson, a été également incarcérée.

Sa déclaration est à peu près semblable à celle de Billings.

Elle pense que Nelson a voulu se tuer parce qu'elle avait refusé de l'épouser. Ce malheureux lui avait dit souvent qu'il se logerait une balle dans la tête, si elle ne consentait pas à devenir sa femme; mais elle n'avait pas cru qu'il était sérieux.

Sophia Linfor a dit que Billings était l'amoureux d'elle et elle a avoué qu'elle l'aimait.

Notre reporter a vu aussi une femme du nom de Margaret Hanley, demeurant au No. 627 de la rue Gravier, qui avait été arrêtée pour avoir fait du tapage dans la rue.

Elle a déclaré qu'elle connaissait Nelson et Billings; et elle a affirmé qu'elle avait entendu ce dernier, il y a quelques jours, menacer de tuer Nelson.

Il semblerait qu'il y avait une rivalité entre les deux hommes, qui tous deux étant amoureux de Sophia Linsfort.

Nelson, qui a été transporté à l'hôpital de Charité dans un état très critique, a déclaré que Billings était son assassin.

LES "LONG SHOREMEN" EN GRÈVE.

Les arrimeurs et les débardeurs du port, appartenant à une certaine association de protection mutuelle, peu satisfaits de recevoir $2.00 par jour pour leur travail, se sont encore mis en grève, dans l'espoir d'obtenir une augmentation d'une piastre.

Vers sept heures, hier matin, plus de cent nègres se sont rassemblés sur le quai et se sont dirigés en corps, en poussant des hurlements comme des tous furieux, au pied de la rue Jackson, où une trentaine de travailleurs, employés par W. G. Coyle & Co., étaient occupés à charger du charbon sur le vapeur *Caledonia*.

Les grévistes les ont forcés à se disperser, et continuant leur route, ils sont arrivés au pied de la rue Race, où ils ont trouvé d'autres arrimeurs, employés également par W. G. Coyle & Co., à qui ils ont commandé de quitter leur ouvrage, en prédérant contre eux les plus terribles menaces.

Plus loin encore, au pied de la rue Frerot, ces forcenés se sont avisés d'empêcher les employés de la compagnie du gaz de travailler.

Le surintendant de la police, averti de ces désordres, a promis de protéger tous les arrimeurs et tous les débardeurs du bord qui voudraient s'engager, pour quelque salaire que ce soit.

Il est vraiment étonnant que dans un pays libre, les hommes honnêtes et laborieux soient ainsi molesté par des vauriens et des paresseux.

Ordre a été donné pour qu'un corps d'agents de police soit envoyé de matin sur la Levée pour prévenir tout conflit. — Au besoin, les "Longshoremes" seront dispersés à coups de fusil, s'ils montrent des dispositions hostiles.

ERRATUM.

En signalant, hier, l'arrivée de M. E. William Murphy, un de nos avocats les plus favorablement connus, nous avons dit qu'il nous revenait après un séjour en France de plusieurs années. C'est une erreur. M. Murphy était à la Nouvelle-Orléans l'hiver dernier et il n'a passé que quelques mois à Paris. Il a habité la France, mais il y a quelques années déjà.

INCENDIE.

Vers deux heures, ce matin, un incendie a éclaté en arrière de la maison sise au No. 90 de la rue Royale, entre les rues Conti et St-Louis. Les pompiers sont arrivés au premier signal d'alarme, et vers trois heures ils s'étaient rendus maîtres du feu.

Nous n'avons pu avoir d'autres détails, à cause de l'heure avancée.

TEMPERATURE. — 29 Octobre 1873.

Thermomètre de C. DUHAMEL, opticien

	Fahrenheit.	Centigrades
6 A. M.	58	—
12 M.	60	16
3 P. M.	69	16
6 P. M.	56	12

Nouvelles Diverses.

Nous trouvons les nouvelles qui suivent dans le *XIXe Siècle*, journal thiériste:

— Nous devons réserver une place spéciale aux résultats du grand mouvement qu'on voit commencer en province. Il n'y a plus maintenant, pour nos conseillers généraux des départements, qu'une préoccupation, qui est de savoir comment voteront leurs députés sur la question: *République ou Monarchie*. Partout on les invite à expliquer par des lettres ou par des discours. Déjà nous avons pu mentionner un certain nombre de ces déclarations. Nous continuerons demain de enregistrer chaque jour celles qui nous seront connues. Nous espérons que nos correspondants et ceux de nos lecteurs voudront bien nous aider à recueillir ces renseignements qu'ils pourront nous donner.

— Nous avons parlé hier de la démarche des électeurs des Ardennes auprès de leurs représentants. Voici la réponse que leur adresse pour sa part l'honorable M. Léon Robert:

Vouziers, 6 octobre 1873.

Monsieur le rédacteur,

Dans un article à nos députés, inséré au *Nord-Est* du dimanche 5 octobre, vous me demandez d'affirmer de nouveau mes sentiments républicains.

J'ai dit aux Ardennais qui m'ont élu par 20,000 suffrages, en 7 janvier 1876, que je combattrais la restauration de toutes les monarchies, et je tiendrai parole.

De retour à Versailles, au sein de l'Assemblée nationale, je voterai hautement pour l'affermissement et la proclamation de la République, convaincu qu'aujourd'hui il n'est pas d'autre forme de gouvernement possible en France; convaincu aussi que les menées coupables et les intrigues des royalistes tourneront à la confusion des prétendants.—En effet, ils ne se donnent aujourd'hui la main que pour se combattre et se déchirer plus tard, laissant comme toujours à la patrie de nouvelles dissensions et de nouveaux malheurs.

Agréez, je vous prie, mes plus cordiales salutations.

LÉON ROBERT.
Député des Ardennes.

Nous attendons des autres députés des Ardennes, qui appartiennent au centre gauche, Mal. le général Chanzy, Gailly, Philippoteaux, Tourpet des Vignes, des déclarations qui seront évidemment aussi catégoriques.

— Un honorable citoyen de Château-Thierry fait part à la *République française* de la réponse qu'il a reçue de M. de Tillancourt, député de l'Aisne, auquel il avait demandé de lui faire connaître son opinion sur la situation du pays. M. de Tillancourt a répondu que la République est aujourd'hui le seul gouvernement qui ait la sympathie des campagnes, et que c'était en vain que les monarchistes comptaient sur l'appoint qui leur est indispensable pour réussir dans leur projet de restauration, de certains départements, notamment du Cantal. Les membres de la Société, ainsi que nos amis sont priés d'assister à nos funérailles, qui auront lieu à 3 heures P. M., de l'église de la Société. Par ordre du Président.

A. BARRIÈRE, secrétaire.

SERVICE FUNÈBRE.

Un service funèbre pour célébrer Jeudi, 30 octobre, à sept heures et demie précises, à l'Eglise de Ste. Rose de Lima, pour le repos de l'âme de feu RÉMOND BERTONIÈRE. Les amis et connaissances sont priés, sans autre invitation, d'assister à la cérémonie religieuse.

ENTREPOT DE TAPIS.

No. 17 de la rue de Chartres.

A. BROUSSEAU, Importateur

Offre, en Gros et en Détail,

TAPIS—une grande variété de nouveautés. TOILES CIRÉES, Français et américaines. Qualités.—NATTES—300 rouleaux Manille Nattes, à partir de 10 centimes.

STORES, Toutches, couvertures de tables et de BUREAUX en dentelles français. Marseillaises, Nottingham, Guipures, Embroidery, et de toutes autres CHES, guipure, pelouche, &c., &c. 30oct—1m

ENTREPOT DE TAPIS ET DE TOILES CIRÉES.

ELKIN & CO.,

165.....RUE DU CANAL.....169

REÇOIVENT, en ce moment, de nouveaux genres de—

TAPIS anglais, Velours et Bruxelles;

TAPIS trois plis et Ingrain;

TOILES Cirées de toutes les largeurs;

STORES, Rideaux, &c., &c.

Aux prix de New York.

16 sept—1mPF

MEUBLES FINS ET ORDINAIRES.

P. MALLARD,

52 et 54.....Rue Royale.....52 et 54

VIENT d'ouvrir à ses amis et au public son assortiment de meubles ordinaires et, vu le mauvais état actuel des affaires, vendra tous ces articles à des prix d'un bon marché défiant toute concurrence. Il a aussi en magasin un assortiment complet de chambres à coucher, depuis $17.50.

Le tout de fabrication supérieure et matériaux de première qualité.

N. B.—Travaux extérieurs exécutés dans le plus bref délai et à des prix raisonnables. 6oct—1m PF

10 — 31 — 7 1/8.

SPECIAL — NEW HALL.

20oct—1f

Changement de Local.

C. CAVAROC a l'HONNEUR de prévenir ses amis et le public en général qu'il a transféré son bureau et son magasin du No 4 Exchange Place au No 30, rue Decatur (Vieille Levée), entre les rues Dupre et Bienville. 21oct—1m

Demande d'une Cuisinière.

UNE bonne cuisinière, compétente et honnête, est demandée de suite au No 1 rue Bienville, entre les rues Chartres et Royale. Elle devra être recommandée et donner de bonnes références. S'adresser au No 28, rue de Chartres. 28oct—2

Huile! Huile!

En débarquement de la barque DOMENICO LANATA, de Cette:

1,200 pièces Huile d'Olive, grandes et demi bouteilles.

A vendre par AMÉDÉE COUTURIE,

No 29, rue Vieille Levée.

MARCHANDISES NOUVELLES

T. MOREAU,

Coin Royale et Toulouse,

Vient de recevoir un assortiment sérieux de

MARCHANDISES D'HIVER,

— entr'autres les articles suivants —

Gants:

GANTS de FRANCE — GANTS de CASTOR — GANTS de LAINE — GANTS de DRAP pour hommes, pour dames, fillettes et enfants.

Lainages:

MANTEAUX pour enfants. CHALES pour dames. NUBIAS, CAPELINES, ECHARPES, CACHE-NEZ, CRAVATES, SORTIES de THEATRE, GUETRES, BAS et CHAUSSONS laine pour enfants.

Parfumeries fines:

EAUX de COLOGNE, EAUX de TOILETTE; EAU de PARIS, SAVONS, HUILES, POUDRES, POMMADES, EXTRAITS, ROUGES et BLANCS de THEATRE, &c., &c., &c.

Articles d'hommes:

CALEÇONS, GILETS de DRAP, CRAVATES MOUCHOIRS, FOULARDS, BRETELLES PARAPLUIES, CANNES, &c., &c., &c.

Articles pour dames:

PEIGNES, CHIGNONS, coiffe, haute nouveauté; FLEURS d'ORAILLE, BIJOUTERIE, SOIE POUR CAS élégants, BAS FRANÇAIS JARRETIÈRES, MERCERIES en toutes sortes, RUBANS, VELOURS, FRANGES, GALONS, PASSEMENTERIES, CORSETS, BOUTONS, CEINTURES, LAINES, &c., &c.

CHEVEUX DANOUY, de toutes les nouveautés et de toutes nuances. — L'attention de la Coiffeuse est spécialement appelée sur cet assortiment de cheveux. — Reçu également les FOURNITURES pour COIFFEURS.

EN DEBALLAGE!!

JOUETS D'ENFANTS, VÉLOCIPÈDES ET VOITURES.

PORCELAINES ET CRISTAUX.

ARTICLES DE FANTAISIE.

PRIX DE CRISE,

CHEQUES certifiés pris au PAIR.

29 oct—

Reprise des Paiements en Espèces.

BANQUE DE

JOS. A. WALKER,

Aux Nos. 6 de la rue Royale et 113 de la rue du Canal.

HORACE GREELEY a dit que "le meilleur moyen d'amener la reprise des paiements en espèces est de reprendre les paiements et espérer"—de ne pas en parler mais de se mettre à l'œuvre. C'est l'opinion des hommes de la même et bien connue sous le nom de BANQUE DE JOS. A. WALKER; on ne sera donc pas surpris d'apprendre que qu'ils se sont assemblés hier et ont décidé d'ouvrir le bal.

Les directeurs dont les noms ouvrent assistaient à la réunion:

J. A. WALKER, Président.
JOS. BERNARD,
M. G. O'HARA,
M. FARRELL,
JOHN CARSAGNE,
EMILE SUNIER,
TONY OUGATTE,
PATRICK SCOTT,
AUGUSTE NOR.
L. POLLOCK.

Ils ont résolu, à l'unanimité, que tous les chèques tirés sur cette "Banque" seront désormais payés en espèces et qu'il sera répondu, comme par le passé, d'une manière formelle et catégorique aux demandes des clients de l'établissement.

Venez voir si la banque est solvable. Elle est prête à faire face à tous les "runs" de son histoire.

JOS. A. WALKER,
JOS. BERNARD,
Secrétaire privé. 28 oct—6PF

SOCIEDAD UNION ESPANOLA

—DE—

BENEFICENCIA MUTUA.

Los miembros que componen esta Sociedad se reunirán en el local "Lodge Room" en la calle de Dauphine, entre las de Iberville y Bienville, el SABADO, 1º de Noviembre, á las 7 de la noche, para tratar de los asuntos relativos á la conmemoración de la Asamblea. Orden del dia: Elección de un Presidente en reemplazo del Sr. [illegible] y otros asuntos de importancia. Por orden del Presidente,

[illegible], secretario.

29 oct—2

ADOLFO SAENZ,
Secretario.

Decédé hier matin, à 7 heures, à l'hôpital de la Charité, M. [illegible], natif de [illegible], âgé de 45 ans.

Les funérailles auront lieu aujourd'hui, à 10 heures, à partir de la maison mortuaire, rue [illegible], No 28, entre [illegible] et [illegible].

Les membres de la Société de Secours Mutuels de la Nouvelle-Orléans, section de [illegible], sont priés d'assister aux funérailles de leur frère, [illegible], décédé hier matin, à 7 heures, à l'hôpital de la Charité